

le pouvoir aux travailleurs

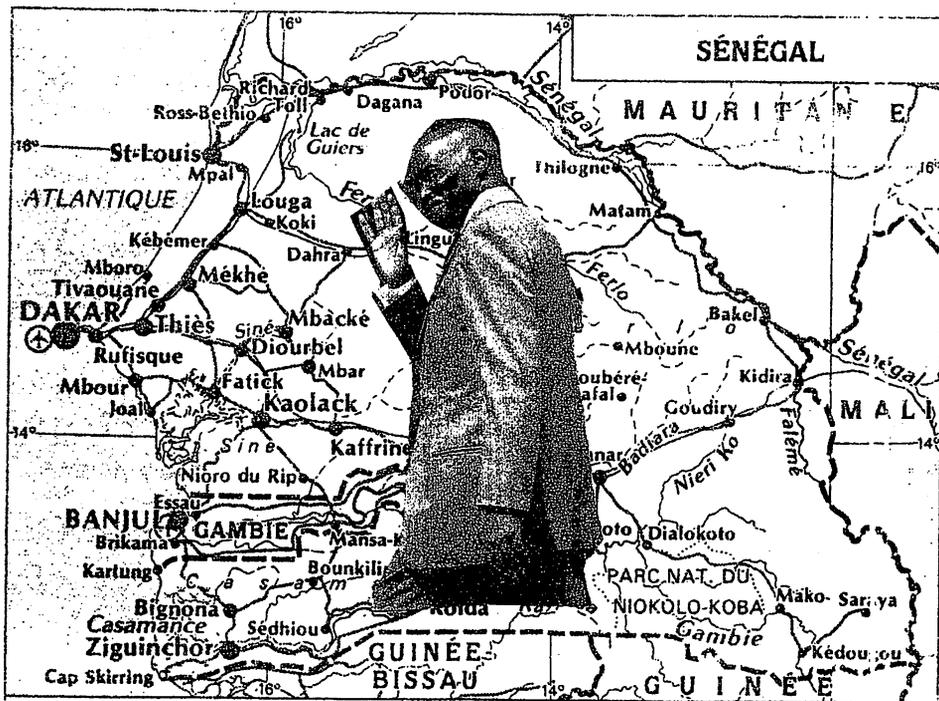
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 18 Novembre 2007

N° 341 PRIX 0,60 Euro



ALORS QUE LES PRIX FLAMBENT

WADE A LE CULOT DE VOULOIR

RÉDUIRE LES SALAIRES

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Page 2

Editorial

Sénégal: alors que les prix flambent, Wade a le culot de vouloir réduire les salaires

Page 4

Mali: ATT appelle Sarkozy au secours

Page 5

Mauritanie: violentes émeutes contre la flambée des prix

Page 6

Côte d'Ivoire:

carte de séjour: une mesure salubre qui tarde à être appliquée.

Page 8

France: les travailleurs ont raison de se battre

Page 9

Tchad: derrière l'affaire "Arche de Zoé"

ABONNEMENT

FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42

92114 CLICHY Cedex

SÉNÉGAL

**ALORS QUE LES PRIX FLAMBENT
WADE A LE CULOT DE VOULOIR
RÉDUIRE LES SALAIRES !**

Le 2 novembre dernier, dans une allocution qui se voulait « solennelle » à la télévision, le président Wade a eu le culot d'annoncer que pour faire face aux conséquences de la hausse du prix du pétrole sur le marché international, il allait demander à son gouvernement de procéder à des « retenues » sur les salaires de l'ensemble des salariés du pays, ceux du secteur public comme ceux du privé. Ainsi, même ceux qui ne touchent qu'un tout petit salaire doivent être délestés d'un pour cent pour soi-disant alimenter une caisse de solidarité en faveur des plus démunis. Lui-même a-t-il dit, va montrer l'exemple en diminuant son salaire de 30%, de même que l'ensemble des ministres. Les députés et les sénateurs seraient également mis à contribution en cédant 25% pour les uns et 30% pour les autres. Il a déclaré que le « train de vie de l'Etat » sera revu à la baisse, notamment par la diminution du nombre des ministres.

Mais ce qui a été le plus retenu, et à juste titre, par la population, c'était la décision de diminuer les salaires alors qu'elle fait face à une flambée de prix depuis plusieurs semaines. La veille même de ce discours, la direction de la Sénélec (Société de l'Electricité) avait annoncé une hausse « limitée à 6% » du prix de l'électricité. Le prix de toutes les denrées augmentent sans cesse. Après les hausses du mois d'octobre voici que le début de ce mois de novembre apporte son lot de valse des prix. L'huile d'arachide est passée de 750 à 1000 francs Cfa le litre. La boîte de lait en poudre de 500 grammes est passée de 1500 à 1700 francs, le sac de riz dit « parfumé » de 50 kilo est passé de 11 000 à 12 000 francs, et ce ne sont que quelques cas parmi tant d'autres.

Alors que les travailleurs veulent des augmentations de salaires pour faire face à cette flambée des prix, Wade veut encore leur demander des « sacrifices » supplémentaires au nom de la « solidarité nationale ». Cela a été ressenti à juste titre comme une provocation par la majorité des salariés, et surtout par ceux qui touchent de bas salaires. La plupart des dirigeants syndicaux, appuyés par ceux des partis d'opposition ont réagi en appelant à « une marche nationale » pour protester contre la flambée des prix et contre les retenues sur les salaires. La journée du 17 novembre avait été choisie d'un commun accord pour cette « marche ». De même qu'une

journee de «grève générale» avait été annoncée pour le 20 novembre.



***Dakar, juillet 2005 : marche
protestation contre la flambée des prix***

Face à cette réaction des syndicats et des partis d'opposition qui a trouvé un écho favorable au sein de la population dakaroise, Wade a fait marche arrière en revenant sur sa décision de ponctionner les salaires. Les autorités ont fait en même temps courir le bruit qu'elles allaient interdire toute manifestation de rue. Toujours est-il que les syndicats et les partis d'opposition n'ont pas manifesté le 17 novembre. Quant à la « grève générale », il est probable qu'elle soit, elle aussi, annulée. Selon la toute dernière information dont nous disposons au moment où nous écrivons ce journal, la « marche nationale » devrait avoir lieu le 21 novembre. Les organisateurs de cette marche se

disent déterminés à la faire même si les autorités ne leur donnaient pas l'autorisation de défiler dans les rues de Dakar.

Ce qui est sûr, c'est que si Wade a fait marche arrière très vite, c'est qu'il craint probablement une réaction d'hostilité d'une large partie de la population contre sa politique, y compris parmi ceux qui ont voté pour lui lors de la précédente élection présidentielle et qui ont aujourd'hui le sentiment d'avoir été floués. Parce que pendant que lui il demande des « sacrifices » aux petites gens, il projette de faire payer par l'Etat un « avion présidentiel » pour ses déplacements. Cela représente une bagatelle de plusieurs dizaines de milliards de francs Cfa. Pendant que l'Etat sénégalais se désengage des hôpitaux publics, pendant que les écoles publiques sont de plus en plus démunies faute d'argent dans les caisses des ministères, lui Wade, il vient de restaurer le Sénat, qui, avec ses cents membres, va dilapider de l'argent qui aurait pu par exemple aller vers les hôpitaux ou vers l'enseignement public, ou pour construire des logements sociaux qui font cruellement défaut aux familles des travailleurs. Lui, il a préféré caser les siens au Sénat plutôt que de s'occuper du sort des plus défavorisés. Et maintenant il ose demander des « sacrifices » à ceux qui sont déjà au bout du rouleau ? Un tel mépris ne peut mériter que la colère des travailleurs et de la population défavorisée.

SÉNÉGAL

LA CHASSE AUX PAUVRES EN VUE DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE

Dans la nuit du 14 au 15 novembre les forces de l'ordre ont été déployées massivement pour chasser du centre ville de Dakar tous ceux qui, parce que pauvres, s'y réfugient pour passer la nuit. Des policiers armés de matraque et avec l'aide d'un bulldozer ont « nettoyé » les trottoirs entre le marché Sandaga et celui de Tilène en passant par Pétersen. Les étals des petits commerçants des rues ont été rasés. Et le lendemain matin lorsque les petits vendeurs sont arrivés, ils se sont trouvés nez à nez avec les forces de l'ordre réparties par grappes, tous les 100 mètres.

Cette opération policière, selon l'adjoint au gouverneur de la région de Dakar, « fait suite aux

instructions du président de la République de dégager des cantines, des gargotes et des installations sauvages sur la voie publique... Ce soir c'est juste un signal que nous venons de donner, et nous avons choisi un échantillon de Dakar Plateau pour le lancement de l'opération de désencombrement de Dakar ». Deux jours plus tôt, Wade avait en effet déclaré lors d'une cérémonie destinée aux « investisseurs » : « Je suis décidé à mettre fin à toute cette anarchie. Je vais déguerpir tous ces occupants irréguliers pour faire de Dakar une ville moderne ».

Mais la véritable raison de cette opération est surtout à chercher dans la volonté de Wade d'éloigner les pauvres du centre ville pour ne pas

gâcher le paysage de ces princes et autres chefs d'Etat et dignitaires religieux qui viendront bientôt à Dakar pour le prochain « sommet islamique » qui s'y tiendra au mois de mars 2008. Les deux prédécesseurs de Wade, Senghor et Diouf, avaient agi de la sorte à chaque fois que cette ville devait accueillir des sommets prestigieux. On se souvient de l'époque où Senghor faisait rafler tous les mendiants du centre de Dakar pour les parquer hors de la ville, le temps d'organiser les cérémonies officielles. Abdoulaye Wade qui était alors son opposant critiquait cela. Ce qui ne l'empêche pas de faire la même chose depuis qu'il est au pouvoir.

A défaut de combattre la misère, il combat

les miséreux. Car les gens qui viennent toujours plus nombreux vers les villes, notamment vers le cœur des grandes villes, ne le font pas de gaîté de cœur mais parce qu'ils n'ont pas le choix. Certains y viennent pour mendier, d'autres pour faire du petit commerce, vendre de la nourriture ou autres marchandises pour avoir de quoi manger. Chaque jour la misère qui sévit dans les campagnes chasse des paysans qui viennent grossir le nombre de déshérités dans les villes. Wade demande aux jeunes de travailler, d'aller dans les champs pour cultiver la terre. Il leur dit de ne pas prendre les pirogues pour aller en Europe mais de devenir des « entrepreneurs » au Sénégal même. Mais l'Etat qu'il dirige ne sait que manier la matraque à l'encontre des plus déshérités.

SÉNÉGAL

EMPRISONNEMENT DES JOURNALISTES INDÉLICATS

En l'espace d'un mois, quatre journalistes sénégalais proches de l'opposition ont été incarcérés pour « diffamation » ou « offense au chef de l'Etat, acte de nature à porter atteinte à la sûreté de l'Etat, et acte de nature à entraîner la désobéissance de l'armée ». Même s'ils ont été libérés après avoir passé quelques jours en prison, il est manifeste que le président Wade ne supporte pas les journalistes ou les écrivains qui mettent en exergue certains aspects du fonctionnement de son pouvoir. Ce n'est pas la première fois qu'il pratique la répression contre ceux

qui osent par exemple publier des enquêtes ou des révélations sur les pratiques clientélistes qui ont lieu au sommet de l'Etat sénégalais, notamment sur la mainmise de la famille Wade sur les postes les plus lucratifs de l'Etat. Ce qui n'empêche pas ce monsieur de se comporter en donneur de leçons en matière de « démocratie » et de « liberté de la presse » ou de « bonne gouvernance » à ses homologues africains lors des colloques et autres forums.

MALI

AMADOU TOUMANI TOURÉ APPELLE SARKOZY AU SECOURS

Le président malien Amadou Toumani Touré est venu rendre visite au président Sarkozy. Si d'habitude on n'est pas trop bavard sur le contenu des entretiens entre des dictateurs africains et des dirigeants occidentaux, cette fois-ci on sait qu'ATT est venu demander une aide en matériel militaire. Sarkozy lui aurait accordé cette aide.

On sait que le Mali n'arrive pas à bout de la rébellion touarègue. Depuis les années 1990, au Mali comme au Niger, les touarègues se manifestent par des attaques contre les casernes et les militaires en déplacements dans leurs régions. Plusieurs fois il y a

eu des accords de paix signés entre les chefs de la rébellion et les chefs d'Etat du Mali et du Niger. Le dernier a été signé à Alger le 11 mai 2006. Mais dès le mois d'août dernier ce sont une cinquantaine de personnes qui sont capturées et prises en otage par les partisans d'Ibrahim Ag Bahanga, chef des rebelles touarègues au Mali. Quelques jours après, un véhicule transportant des passagers saute sur une mine et fait une dizaine de morts.

Si les chefs touaregs réussissent à bénéficier d'une certaine adhésion de la part des populations de ces régions sahélo-sahariennes, c'est en grande partie

à cause de leurs conditions de vie difficile dans ces contrées inhospitalières.

Le Mali, un des pays les plus pauvres, n'a pas les moyens de venir à bout de cette rébellion. Il fait appel à l'aide aux dirigeants des pays comme la

France et les Etats-Unis.

Mener une guerre de répression contre les touarègues ne peut qu'accentuer le fossé entre ces derniers et le reste de la population, et entretenir une guerre latente.

MAURITANIE

VIOLENTES ÉMEUTES CONTRE LA FLAMBÉE DES PRIX

Au début de ce mois de novembre plusieurs villes et localités de la Mauritanie ont connu de violentes émeutes suite à l'annonce faite par le gouvernement d'augmenter les prix du carburant, de l'eau et de l'électricité. Partie de la région du sud-est du pays, la vague d'émeutes est arrivée jusqu'à la capitale. Néma, Kiffa, Timbéra, Djiguéni, Kobeiny, Kankossa, Rosso, Ayoun ont été une à une secouées par cette vague. Les manifestations portaient le plus souvent des établissements scolaires pour s'acheminer vers le centre ville. A Kankossa, un jeune manifestant de 18 ans est mort d'une balle à la tête. Le gouvernement avait donné l'ordre aux policiers de sévir avec violence. Il y a eu plusieurs blessés y compris parmi les policiers et militaires. Des dirigeants de partis d'opposition ont également été arrêtés.

L'annonce faite par les autorités d'augmenter ces prix n'était que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. La population est excédée par la flambée de prix qui sévit dans ce pays depuis quelques mois. Même le poisson dont la Mauritanie est pourtant un grand producteur a augmenté de 20%. Les prix des fruits et légumes ont grimpé de 28%. Toutes les denrées deviennent de plus en plus chères, le riz, le pain, le lait en poudre, l'huile, la tomate concentrée, etc. Seuls les salaires sont bloqués. Voici le témoignage d'un habitant de Nouakchott originaire de Djiguéni : « Dans la région de l'est, ce sont des gens délaissés et ce sont des gens qui se sentent exclus de tout développement en Mauritanie. Cela depuis plusieurs décennies... Cette année est une année très difficile. Les feux de brousse ont déjà ravagé, dans cette période de l'année, les pâturages. Le prix du bétail est en chute libre alors que le prix des matières principales n'arrête pas de monter. Actuellement, ce sont le blé, la farine et le riz qui sont plus cher ». Ce sont les mêmes problèmes un peu partout dans le pays. Dans les campagnes comme dans les villes ce sont toujours les plus

démunis qui subissent les conséquences de la flambée des prix. Et ce n'est pas la première fois que la Mauritanie connaît ce genre d'émeutes. On se souvient de l'année 1995 où avaient éclaté « les émeutes du pain ».

Ce qui n'empêche pas les dirigeants du pays d'accuser les jeunes d'être « manipulés ». C'est ainsi que du côté de la présidence, la seule chose qu'on a trouvé à dire c'est : « Ce qui est étrange, c'est que ce sont des jeunes collégiens qui manifestent contre la hausse des prix. Où sont les pères de familles et les chefs des ménages qui peinent à joindre les deux bouts ? ». Un autre dirigeant d'un parti proche du pouvoir a même osé dire que « la situation actuelle est le fruit de facteur exogène » c'est-à-dire « téléguidée » par l'extérieur. Et pourtant eux-mêmes reconnaissent que les émeutes actuelles ont pris naissance dans les « bastions » même du pouvoir actuel. La vérité est à chercher dans l'incapacité du pouvoir à améliorer ne serait-ce qu'un tout petit peu le sort de l'écrasante majorité de la population.

Les gens sont d'autant plus révoltés que le pays figure depuis ces dernières années sur la liste des pays africains producteurs de pétrole. Les dirigeants claironnent à longueur de temps que la Mauritanie est devenue un pays en « forte croissance économique » et qui attire des investisseurs. Effectivement toute une faune d'« investisseurs » vient à Nouakchott, attirée par la manne pétrolière. On y voit de plus en plus des hommes d'affaires, qui à défaut de trouver des hôtels à leur convenance, achètent directement des maisons toutes construites.

Pour la bourgeoisie locale et surtout pour les hommes qui détiennent les postes clé de l'appareil d'Etat, il y a en effet de quoi se frotter les mains ne serait-ce qu'à cause des miettes et les pourboires laissés par les grosses compagnies traitant sur place. Mais pour la majorité de la population, la situation ne fait que s'empirer.

CÔTE D'IVOIRE
SUPPRESSION DE LA CARTE DE SÉJOUR

**UNE MESURE SALUTAIRE
QUI TARDE A ETRE APPLIQUÉE**

Lors de sa rencontre avec des membres de la communauté burkinabé, le 28 octobre, Gbagbo s'est fait applaudir en annonçant qu'il était favorable à la suppression de la carte de séjour. Pour ne pas endosser seul la responsabilité, il a demandé à son Premier ministre de créer une commission de réflexion.

L'histoire de cette carte est très longue. Elle fait partie des mesures scélérates prises dans les années 90 par le Premier ministre d'alors, Alassane Dramane Ouattara. Cela lui avait permis de renflouer les caisses de l'Etat sur le dos de ceux qui étaient désormais qualifiés d' « étrangers ». Mais en agissant de la sorte, il voulait aussi démontrer à ceux, notamment les dirigeants du FPI, qui le traitaient de « Burkinabé » (comme si c'était une insulte) que lui, Ouattara était irréprochable de sympathie envers les Burkinabé ou les « étrangers » puisque c'est lui qui leur imposait la carte de séjour. En même temps cette mesure a permis aux classes riches de diviser les travailleurs en fragilisant la fraction immigrée. Une partie d'entre eux étaient originaires du Burkina Faso. L'instauration de cette mesure est une profonde injustice surtout que beaucoup sont venus sur le sol ivoirien depuis l'époque coloniale. Les immigrés accomplissent les travaux pénibles et mal rémunérés dans les plantations de café-cacao, propriétés de planteurs bien « nationaux » petits et grands. Cette mesure discriminatoire a aussi fait des dégâts dans les quartiers pauvres des grandes villes. Ceux qui venaient du Burkina y étaient nombreux et le sont toujours. Leurs enfants et petits enfants ne connaissent que la Côte d'Ivoire. La mise en place de cette mesure injuste a laissé libre cours aux policiers pour effectuer de nombreuses descentes musclées dans les quartiers précaires. Ils ont pris l'habitude de traquer les gens et d'embarquer dans leurs véhicules ceux qui n'étaient pas en règle avec les nouvelles exigences ainsi que ceux qui s'opposaient à cela. Dans tous les cas, ceux qui sont considérés comme étrangers échappaient difficilement aux injures et vexations des forces de répression.

Lorsque les difficultés économiques de la

Côte d'Ivoire, consécutives à la chute des cours mondiaux de ces denrées d'exportation se sont aggravées, le régime de Bédié a lancé le concept de « l'ivoirité ». C'était pour les forces de l'ordre la voie ouverte pour intensifier la chasse à l'homme contre tous ceux qui à leurs yeux ne répondent pas à certains critères. Cela a permis au régime de détourner la colère engendrée par sa propre politique vers ceux qui sont rendus vulnérables. Cela a permis aussi à Bédié, sous prétexte de « nationalité douteuse » d'écarter de la course à la présidence Alassane Ouattara originaire du Nord.

Lors que des problèmes fonciers se sont faits jour dans les campagnes en même temps que le chômage s'est développé dans les villes, les boucs émissaires étaient tout trouvés. Les gouvernements successifs qui ont pris le relais de celui de Bédié, que ce soit sous Guéi ou sous Gbagbo, n'ont pas mené une politique meilleure que précédemment. Les conséquences de cette politique ont été la chasse aux Burkinabés dans de nombreuses régions, Tabou, Bonoua, etc. Et puis, même si aujourd'hui les agressions physiques ont cessé, les terres qui leur ont été confisquées ne leur ont pas été restituées. Ce qui est une autre injustice.

Pendant plus de 16 ans, les travailleurs et les petits paysans ont souffert de cette mesure qui permettait aux hommes en treillis de racketter, de voler les gens et même de violer les femmes qu'ils raflaient. Cette carte a beaucoup empoisonné la vie des masses pauvres et plus particulièrement celle des travailleurs non nationaux. Sa suppression, si elle a lieu, serait une bonne nouvelle.

Cette annonce du président n'est pas dépourvue d'arrière pensée à caractère électoraliste. Gbagbo est au pouvoir depuis l'an 2000, c'est-à-dire depuis 7 ans. Si cette mesure était vraiment un souci pour lui de soulager les concernés, il l'aurait prise plus tôt. Mais mieux vaut tard que jamais. D'autre part pourquoi créer une commission ? Rien n'empêche Gbagbo de décider qu'il met fin purement et simplement à cette disposition discriminatoire. Cette histoire de commission qu'il veut créer serait plutôt une manière pour lui de ménager les

susceptibilités de cette partie de son électorat qui est sous l'emprise des idées xénophobes.

Ce problème « d'ivoirité » qui consiste à dénier la nationalité à d'autres personnes sous le fallacieux prétexte qu'ils ont des noms à consonance d'autre pays, fut d'ailleurs à l'origine de la rébellion qui a pris les armes et divise le pays en deux depuis l'année 2002.

Gbagbo qui prétend être en parfaite communion avec sa rébellion depuis « l'accord de Ouaga », fait ainsi un clin d'œil aux leaders de celle-ci, adversaires d'hier devenus aujourd'hui presque des alliés. Mais en même temps, il entretient son image de « défenseur de la nation », de « bon patriote » auprès

de son électorat.

Si la suppression de cette carte de séjour était effective, elle constituerait un soulagement ne serait-ce que sur le plan financier pour les personnes concernées. Cependant elle ne mettra pas fin aux rackets, aux tracasseries et autres brimades des policiers comme veut le faire croire le président. Car cette pratique ne s'applique pas seulement qu'aux non nationaux. Les tracasseries policières font partie de la corruption qui gangrène toute l'administration de ce pays. Pour y mettre fin, c'est toute une série de mesures qu'il faudra instaurer, suivies du droit pour la population de juger de son application réelle sur le terrain. Mais pour cela ce n'est pas sur Gbagbo et son régime qu'il faudra compter.

CÔTE D'IVOIRE

RACKET : QUE N'INVENTERONT PAS LES « FORCES DE L'ORDRE » POUR SOUTIRER DE L'ARGENT A LEURS VICTIMES ?

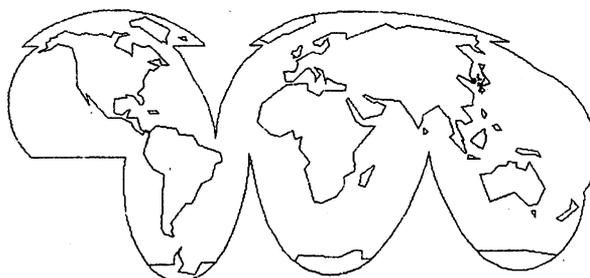
Maintenant à Treichville, la nouvelle trouaille du Cecos (Centre de Commandement des Opérations de Sécurité) est de faire irruption dans les cyber-Café. Ils raflent tous ceux qui s'y trouvent en les accusant de se livrer à du « broutage » (c'est-à-dire escroquer des gens via Internet). Et pour pouvoir sortir de leurs griffes, il faut déboursier 15 000 f.

Mais dans un cyber, il n'y a pas que des malhonnêtes. On y trouve des gens venus pour téléphoner à l'international ou pour leurs études. Mais ce n'est pas le problème des agents du Cecos.

L'essentiel pour eux c'est de pouvoir racketter. Et comme par hasard c'est cette même unité que Désiré Tagro, le ministre de l'Intérieur, veut prendre pour le contrôle des pièces administratives, sous le prétexte qu'il y a beaucoup de fraudes sur les pièces d'identité.

Déjà, officieusement elle s'adonnait à cette activité de contrôle pour pouvoir racketter. Maintenant, c'est avec la bénédiction du ministère de l'Intérieur que cette unité va s'adonner à son activité favorite.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

FRANCE**LES TRAVAILLEURS ONT RAISON DE SE BATTRE**

Les travailleurs de certains secteurs sont actuellement en mouvement en France. Il s'agit des cheminots, des agents de l'Electricité et du Gaz, des salariés du métro, etc. Tous ont fait une journée de grève le 18 octobre dernier. Un mois plus tard ce mouvement est réédité. Cette fois les travailleurs en lutte reconduisent chaque jour leur grève. Ils ont raison de persévérer car les attaques du gouvernement de Fillon-Sarkozy sur l'avenir de leurs retraites sont de grande envergure.



Les travailleurs de ces secteurs ont, grâce à de nombreuses années de lutte dans le passé, réussi à acquérir puis à préserver certains avantages pour compenser les mauvaises conditions de travail, les horaires contraignants et bien d'autres désagréments auxquels ils sont soumis durant toute leur vie active. Ils ont bénéficié d'un régime spécial qui consiste entre autres à cotiser 37,5 années pour arriver à la retraite. Les autres salariés, ceux du « régime général » sont soumis à 40 ans de cotisation pour une retraite à taux plein.

Aujourd'hui le patronat et gouvernement présentent les 500 mille salariés de ces secteurs comme étant une minorité de « privilégiés ». Le

gouvernement veut diviser les travailleurs de ce pays et de les affaiblir pour porter des coups contre tous au nom d'une soi-disant équité. En réalité il vise la régression pour tous. C'est d'ailleurs cela qu'il a fait dès 1993 avec la mise en place des lois Balladur. Ce sont ces lois qui ont consacré l'allongement des années de cotisation. En même temps le calcul du montant des pensions fut modifié dans un sens très défavorable aux retraités. Ces attaques ont été poursuivies par les réformes Fillon en 2003.

Si le gouvernement réussit à liquider les « régimes spéciaux », tout serait alors prêt pour imposer un passage généralisé à 41, voir 42 années conformément au désir du Médef (patronat français). Mais ce que tous ces gens font semblant d'ignorer, c'est que dans les dix dernières années les gains de productivité dans l'industrie ont été supérieurs à 50%. Aujourd'hui un actif produit en moyenne deux à trois fois plus qu'il y a trente ans. Mais les richesses créées par le développement technologique sont appropriées par les exploitateurs sans la moindre gêne.

Pour faire accepter ses mesures contre le monde du travail, le gouvernement prétend que l'espérance de vie a augmenté et que par conséquent les vieux doivent travailler plus longtemps. En réalité c'est un mensonge puisque dans la majorité des cas les travailleurs sont tellement usés et fatigués que les patrons s'en débarrassent avant l'âge de départ officiel, sur la base de plans de préretraite; les allocations qu'ils touchent dans ce cas sont très inférieures aux pensions à taux plein qu'ils auraient bien méritées après toute une vie passée à travailler. Beaucoup de travailleurs immigrés ne bénéficient même pas de ces plans de départ anticipé à cause de la précarité de leur situation salariale. En général les emplois qu'ils occupent concernent l'industrie du bâtiment, les services de voiries et d'autres secteurs connus pour la dureté des tâches et où les rémunérations sont les plus faibles. Il suffit à leurs

employeurs de ne pas renouveler leur contrat quand ils en ont un ou bien à la société de travail temporaire de leur préférer un jeune pas encore usé au labeur.

Les rois du béton tels que Bouygues qui a bâti sa fortune dans le bâtiment et les travaux publics ont tous les droits. Ils bénéficient de mille faveurs de la part des gouvernements. D'ailleurs Sarkozy fait partie de ses amis en même temps qu'il est l'ami de Bolloré, cet autre milliardaire qui contrôle de nombreuses activités portuaires en Afrique et aux quatre coins du globe. C'est d'ailleurs à bord d'un bateau de luxe mis à sa disposition par Bolloré que la famille Sarkozy a effectué son premier voyage autour de l'île de Malte le soir même de l'élection présidentielle. Un symbole qui en dit long sur la politique que Sarkozy compte mener et qu'il mène depuis qu'il occupe la fonction.

L'avidité des classes riches, les mesures en leur faveur telles que les 15 milliards sous forme de « paquet fiscal », implique au régime de démolir les protections, les acquis du monde du travail.

Sarkozy et ses ministres annoncent haut et fort qu'ils réaliseront les « réformes » qu'ils ont promis. En 1995 Alain Juppé qui avait cru mettre en place son plan contre les cheminots et les fonctionnaires a dû faire face à plusieurs semaines de grève qui ont mis à mal l'économie de ce pays. Il a dû remettre dans sa poche son projet et même démissionner de son poste de Premier ministre. L'année dernière, Villepin a dû faire machine arrière devant le mouvement des jeunes contre le CPE qui faisait partie de tout un arsenal d'attaques contre leurs conditions d'embauche dans les entreprises. Sarkozy a intérêt à se méfier de la classe ouvrière.

Il est difficile de savoir quelle sera l'issue de cette vague de grèves qui est bien partie pour faire la jonction avec la journée d'action du 20 novembre prévue pour toute la fonction publique.

Qu'ils soient du privé ou du public, les travailleurs ont des revendications communes à tous. Et c'est tous ensemble qu'il faut s'y mettre pour faire céder le patronat et faire que ce gouvernement arrogant remballe ses mesures anti-ouvrières.

TCHAD

DERRIÈRE L'AFFAIRE "ARCHE DE ZOÉ"

Les six membres de l'organisation humanitaire "Arche de Zoé", accusés par le gouvernement tchadien d' "enlèvement d'enfants et escroquerie" sont toujours détenus à la prison de Ndjaména, ainsi que quatre Tchadiens (traducteurs ou guides) considérés comme leurs complices.

Mais si ceux-ci sont en prison, d'autres ont été libérés. Il s'agit des membres de l'équipage espagnol (trois hôtes et un pilote) qui devaient transporter les 103 enfants du Tchad vers la France pour y être adoptés, semble-t-il, ainsi que trois journalistes qui s'étaient rendus au Tchad pour "couvrir" cet événement. Cette libération a eu lieu grâce à l'intervention de Sarkozy qui s'est rendu personnellement à Ndjaména pour ramener ces prisonniers.

Au Tchad, les gens étaient choqués par cette libération des trois journalistes et des membres de l'équipage espagnol d'autant plus que quelques jours plus tôt, les autorités les qualifiaient de "complices" des membres de Zoé qu'il fallait juger voire emprisonner sur place. Le 31 octobre, une manifestation, commandée par les autorités, qui a eu lieu à Abéché allait dans ce sens. A Ndjaména la capitale, elles ont aussi organisé les 8 et 9 novembre des manifestations de rue. Une centaine de personnes défilaient; certaines portaient des pancartes sur lesquelles étaient tracés des mots comme "Sarkozy, le Tchad a sa justice et ses lois" ou bien "Les membres de Zoé seront jugés au Tchad". Les juristes tchadiens qui d'habitude n'ont rien à faire ou qui ne traitent que de petites affaires

locales, étaient fin prêts à montrer leur savoir-faire, et cela, sur la scène internationale. Sarkozy, maladresse ou pas, a jeté de l'huile sur le feu quand il a affirmé qu'il allait revenir au Tchad pour chercher le reste, c'est-à-dire qu'il allait ordonner à son sous-fifre Déby de libérer tous les membres de Zoé, quoi qu'ils aient fait.



***Manifestation anti-française
les 8 et 9 novembre à Ndjaména***

Ici dans l'immigration des Tchadiens étaient prêts à aller se rassembler à la Place du Trocadéro pour soutenir leur gouvernement.

La démagogie du gouvernement tchadien a, semble-t-il, porté ses fruits, dans une certaine mesure. Partout, surtout dans la région du nord concernée, les populations sont choquées par cette histoire surtout que les autorités elles-mêmes parlaient d' "enlèvement d'enfants", de "trafics". Une certaine presse de la place, en relayant la propagande du gouvernement, en rajoutait en utilisant le mot "esclavage".

Déby a redoré son blason terni par cette affaire de l'Arche de Zoé mais pas pour longtemps. Quand Sarkozy, dans son voyage éclair, a fait libérer les journalistes et les membres de l'équipage espagnol, sa cote a brusquement rechuté. C'est la "honte" pour les uns, c'est l' "humiliation" pour les autres, surtout dans le milieu petit bourgeois de Ndjaména mais aussi d'ici, de l'immigration.

C'est donc le fait que les gens semblent blessés dans leur amour propre qui a occulté le vrai problème, celui de la misère qui s'aggrave et à laquelle s'ajoutent les conséquences désastreuses des populations vivant dans la zone frontalière entre le Soudan et le Tchad. C'est tout cela qui justifie en principe l'existence l'Arche de Zoé depuis 9 mois et d'autres ONG disséminées partout dans le pays qui essaient, tant bien que mal, avec les moyens du bord, de pallier les carences de l'Etat dans certains domaines.

Depuis 2003, avec l'exploitation du pétrole de Doba, celui-ci coule à flot, l'argent aussi. Certes, les plus gros bénéficiaires de cet or noir, ce sont avant tous les trusts comme Exxon et Shell. Mais l'Etat tchadien encaisse quand même plusieurs milliards de francs Cfa avec les miettes que lui laisse l'ensemble des compagnies appartenant à la bourgeoisie des pays riches. Avec ces milliards, il est possible de prendre en charge tous les enfants du Darfour, orphelins ou pas, victimes de la guerre qui sévit dans cette partie, à l'est du Tchad; avec cet argent, il est possible de prendre en charge l'éducation de tous ces enfants-là; il est possible de construire des tentes ou, mieux encore, de donner un toit à tous les réfugiés du Darfour, que ce soit à Ndjaména même ou ailleurs. L'argent de ce pétrole, utilisé à bon escient, pourrait même bénéficier à toutes les familles pauvres du Tchad, relever ainsi leur niveau de vie, et améliorer sensiblement leurs conditions de vie.

Le gouvernement tchadien a le devoir de s'occuper de ces enfants, de ces orphelins, mais il ne le fait pas. Nos dirigeants sont des voleurs, à l'image du président Déby qui, on le sait, est un trafiquant de fausses monnaies, un gangster avec une équipe de collaborateurs bien rodée en la matière, qui utilise le statut de diplomate pour leurs louches affaires. Tous ces gens utilisent l'argent public pour s'enrichir. Les villas de luxe continuent à pousser dans certains quartiers de Ndjaména, au vu et au su de tout le monde; on voit certains circuler à bord des voitures de luxe ou des 4 x 4 flambant neuf, achetés rubis sur l'ongle ou "cash" comme on dit. Pendant ce temps, dans les villages,

dans les villes, il manque cruellement d'écoles pour éduquer les jeunes, il manque cruellement de centres de soins ou d'hôpitaux pour soigner les malades. Personne ne peut soutenir que c'est uniquement par faute d'argent.

Des ONG essaient avec les moyens du bord de faire le travail que devraient faire nos responsables: prendre en charge l'éducation de certains enfants abandonnés ou orphelins; soigner certains malades, qu'ils soient adultes ou enfants, et qui vivent dans un dénuement total. Mais leurs actions ne se passent pas toujours dans la clarté; certaines sont douteuses. Ainsi il semblerait que les membres de l'Arche de Zoé auraient caché aux parents leur intention d'amener les enfants en France. Pour ces derniers, les enfants seraient scolarisés au Tchad même. Selon certaines sources, les membres de l'Arche de Zoé auraient négocié, moyennant de l'argent, l'adoption des enfants tellement les demandes sont nombreuses. D'un autre côté, beaucoup de parents sont tellement pauvres, qu'ils éprouvent d'énormes difficultés à élever correctement leurs enfants. Devant la souffrance de leurs progénitures, ils sont presque soulagés que quelqu'un s'en occupe, quitte à fermer les yeux sur les conditions d'adoption.

Initialement les membres de l'Arche de Zoé projetaient d'envoyer en France 1.000 enfants défavorisés des camps de réfugiés ou des villages. De ce projet, les gouvernements tchadien et français étaient bien au courant. Après négociation, l'on a ramené de 1.000 à 103 le nombre d'enfants; un avion a été retenu pour les transporter. Il faut noter que le gouvernement français a donné son aval: des hélicoptères de l'armée française de l'Opération "Epervier" auraient même été utilisés pour amener des enfants des villages difficiles d'accès à Abéché, une ville du nord du Tchad.

Mais pour quelle raison cette opération a-t-elle capoté? Côté tchadien, dans un premier temps les autorités avaient considéré l'adoption ou le fait que les 103 enfants aillent étudier en France comme une bonne chose. Pourquoi ont-elles ensuite fait tout à coup volte-face? Pourquoi les autorités

françaises qui avaient donné leur aval à l'opération ont-elles tourné casaque? On n'en sait encore rien.

En tout cas, pour le moment, le projet de l'Arche de Zoé a avorté, et les six membres et leurs quatre guides ou traducteurs sont en prison. L'Union Africaine tout comme certaines instances internationales ont condamné cette opération.

Les responsables de cette situation, ce sont nos dirigeants qui ne font rien pour améliorer le sort des populations tchadiennes pauvres et démunies. Au delà d'eux, c'est surtout le système capitaliste qui, par son exploitation effrénée, a engendré cette misère.

La situation dramatique que vivent les populations tchadiennes déshéritées n'est pas propre à ce pays. Partout en Afrique, des milliers de familles vivent dans des conditions très difficiles. Des centaines de milliers d'enfants, orphelins ou abandonnés, dorment dans la rue, à même le sol ou dans des baraquements abandonnés. Ils éprouvent des grosses difficultés pour trouver à manger ou à boire; la plupart se nourrissent de ce qu'ils peuvent trouver dans des poubelles ou dans les décharges publiques. Quant aux filles, même des gamines se prostituent pour pouvoir survivre ou aider leurs parents. Des jeunes adultes, fuient par milliers le continent pour d'autres cieux, en particulier vers l'Europe, dans l'espoir d'y trouver un petit boulot, au risque de leur vie. C'est une situation créée par le système capitaliste qui, depuis des décennies, pille et continue de piller les richesses de ce continent et du fait de cette exploitation effrénée, sème la misère et la désolation parmi les populations africaines. Aujourd'hui, nulle part en Afrique on ne peut trouver un endroit qui échappe à cette situation. Même dans les pays développés, les travailleurs et les petites gens éprouvent de plus en plus du mal à vivre, à joindre les deux bouts.

Il est de l'intérêt des travailleurs et de tous ceux qui sont révoltés par les injustices de ce système barbare de s'associer pour y mettre fin, à l'échelle du monde.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.